

Guerre totale et union sacrée en France, 1917-1918. Le *Figaro* et *L'humanité* face à l'entrée en guerre des États-Unis¹

Vincent Rochette

Résumé

La Première Guerre mondiale est considérée comme étant la première « guerre totale » du XX^e siècle. Cet article tente de mettre en relation ce concept avec le phénomène d'Union sacrée tel qu'il s'est constitué en France avec le déclenchement des hostilités en août 1914. Après avoir examiné le contenu des quotidiens Le Figaro et L'Humanité à partir d'échantillons pour les années 1917-1918, l'auteur en appelle à la relativisation de la conclusion généralement admise dans l'historiographie selon laquelle l'Union sacrée vole en éclat à partir du printemps 1917. L'opinion des élites françaises face à l'entrée des États-Unis dans le conflit suggère que la France est plutôt demeurée fermement engagée dans la défense de la patrie. Bien au contraire d'une mobilisation en faveur d'une paix négociée, cette période démontre qu'aux yeux des élites françaises, seule la victoire saura mettre un terme à la guerre.

La Grande Guerre de 1914-1918 revêt un caractère inédit principalement parce qu'elle représente la première guerre dite « totale » du XX^e siècle. Elle ne fit pas uniquement intervenir les acteurs que sont l'État et l'armée : l'heure fut à la mobilisation de la quasi-totalité de la population civile dans l'effort de guerre. Les nations furent engagées dans un combat militaire, bien sûr, mais aussi dans une lutte économique – le rationnement – et psychologique. Pour la première fois, l'État devint le régulateur de l'économie et l'ensemble de la production industrielle fut converti afin de satisfaire les besoins des combattants. De plus, le caractère total de ce conflit prit une tangente nouvelle, en avril 1917, avec l'entrée en guerre des États-Unis : d'une guerre essentiellement européenne, jusqu'à cette date, on passa réellement à une guerre mondiale.

En France, comme dans les autres nations combattantes, se constitua un phénomène d'« Union sacrée ». Aux luttes de classes et aux rivalités politiques d'avant 1914 se substitua une réelle communauté *nationale*, engagée dans la défense de la patrie. Au moins à ses débuts, l'Union sacrée reposait sur la croyance en une guerre courte, salutaire et défensive, fondée sur la prémisse que la France avait été injustement attaquée par l'Allemagne. À partir de 1917, notamment après que cet espoir d'une guerre courte eut été dissipé, certaines tensions sociales et politiques réapparurent à un point tel que pendant longtemps la tendance dans l'historiographie a été de considérer les années 1917-1918 comme une phase de contestations au sein de la société française ayant rompu l'Union sacrée.

La réflexion fondamentale de cette étude se situe donc sur le fait de savoir si l'agitation sociale et les rivalités politiques, qui se manifestèrent à partir de 1917, ont balayé l'Union sacrée sur le passage. Les années 1917 et 1918 marquèrent le début de l'effort de guerre des États-Unis aux côtés des Alliés à titre de puissance *associée*, après plus de deux ans de neutralité bienveillante. L'examen de la presse nationale française, en l'occurrence *L'Humanité* et *Le Figaro*, au cours de cette période démontre que l'image de l'Amérique véhiculée en France suit une courbe dont l'évolution fut dictée par les paroles et les actes du gouvernement américain. Dans les intervalles de temps analysés, l'estime vouée aux États-Unis, de même que l'opinion éminemment positive du président Woodrow Wilson qui transpire de ces deux quotidiens à partir de la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, témoignent exclusivement d'un désir de la classe politique et journalistique d'en finir avec les puissances centrales et de gagner rapidement la guerre. La victoire militaire de la France, et la paix qui en découlerait, demeure toujours la priorité suprême de la gauche et de la droite en 1917-1918. Il en résulte que l'Union sacrée ne se serait pas éteinte au point que l'historiographie le laisse entendre, puisque les tensions qui apparaissent ne semblent pas avoir emporté avec elles l'esprit de sacrifice pour les intérêts de la France. Une généralisation de ce postulat est peut-être même possible, à savoir que toute union sacrée ne pourra jamais totalement voler en éclats dans un contexte de guerre totale, où la victoire représente l'objectif suprême.

L'image de l'Amérique telle que véhiculée par ces journaux fournit de bonnes indications sur la vie politique française pendant la guerre en raison du rôle croissant joué par les États-Unis tout au long de ces années. Des tentatives de médiation et d'arbitrage du président Wilson à leur participation au conflit militaire, les États-Unis ont été un acteur majeur, à défaut d'être incontournable, des jeux diplomatiques entre les

nations belligérantes. Le plus grand des pays neutres jusqu'en avril 1917, tel qu'on se plaisait à les décrire, les États-Unis étaient à cette époque portés par une vague de prospérité sans précédent: le spectre de leur intervention était donc susceptible d'en dire long sur la conception de la guerre que se faisaient la gauche et la droite. Nous débiterons notre développement par un survol du traitement historiographique de l'Union sacrée en France de 1914 à 1918. Après avoir établi les fondements des nuances que nous souhaitons apporter au traitement par l'historiographie de l'Union sacrée en France, nous tenterons de démontrer en quoi l'image des États-Unis contenue dans la presse nationale française jette les bases de notre argument.

Le sens de l'Union sacrée en France

L'origine de l'Union sacrée en France est connue avec exactitude. Elle trouve ses racines dans une déclaration du président de la République, Raymond Poincaré, lue par le président du Conseil René Viviani le 4 août 1914 à la tribune de la Chambre des Députés: « Dans la guerre qui s'engage, la France [...] sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'Union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique². » À ses débuts, l'Union sacrée devait représenter une trêve entre les partis politiques et un mouvement de défense de la patrie que seule la victoire contre les puissances centrales pourrait anéantir. Or, plusieurs historiens ont fait le constat de sa rupture en France à partir de 1917. Sur le plan politique, l'Union sacrée aurait été brisée en septembre 1917, alors que les socialistes, outrés de s'être fait interdire le droit d'assister à la conférence de Stockholm – qui n'eut finalement pas lieu – par le président du Conseil, Alexandre Ribot, refusèrent de participer au nouveau gouvernement Painlevé. C'est la thèse de Jean-Jacques Becker, pour qui il ne relève d'ailleurs que du simple constat que la reprise des luttes politiques la fasse voler en éclats³. Pour d'autres historiens, l'Union sacrée devint chose du passé lorsque survinrent en France, à partir du printemps 1917, des grèves et des mutineries dans l'armée, et que prit forme un mouvement pacifiste latent. Dans l'historiographie, ces phénomènes ont traditionnellement été expliqués par une lassitude de la guerre qui poussa ces divers groupes à exiger la paix ou de meilleures conditions de travail: « Si la mobilisation patriotique a soudé l'Union sacrée, la lassitude la mine à partir de 1917 et les gouvernements sont obligés de dire pour quelles raisons, pour quels objectifs, il faut encore se battre⁴. »

Notre intention n'est pas de nier l'existence de ces tensions politiques et sociales à partir de 1917, mais plutôt d'en relativiser la portée. Il va de soi qu'après plus de deux ans de guerre atroce, des tensions sur les conditions matérielles de travailleurs ou sur la façon de gérer un pays en guerre ont fait surface. Cependant, nous sommes plutôt d'avis qu'il est loin d'être certain que les revendications de ces différents groupes visaient à remettre en cause la légitimité de la cause française, en d'autres termes, que cette guerre valait la peine d'être menée. En ce sens, il ne semble pas prouvé que les querelles au cours de cette période aient fait surgir une opposition significative à la participation de la France dans le conflit, au point de nuire à l'effort de guerre.

La plupart des travaux dont nous interrogeons les conclusions s'inscrivent dans la mouvance d'une histoire sociale de la Grande Guerre, qui s'est développée à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. Jusqu'à la fin des années 1980, ce courant est resté dominant en France. À cette époque, l'influence du marxisme dans les milieux intellectuels, en particulier dans les sciences sociales, était considérable. Or, l'interprétation marxisante, qui s'est beaucoup intéressée aux liens entre les concepts de guerre et de révolution, a le plus souvent considéré l'Union sacrée comme une trahison, puisqu'elle forçait par essence la collaboration des classes. Jean-Jacques Becker, lui-même communiste en ce milieu de siècle, l'a très bien expliqué :

[...] pour les uns, l'Union sacrée, c'est le Paradis perdu, un moment de notre histoire où les luttes de classes s'étaient évanouies [...] tous travaillant avec tous à la sauvegarde de la patrie, un moment exceptionnel où l'ordre social n'était pas remis en cause; pour les autres, l'Union sacrée, ce fut la manifestation même du diable, de ce dragon toujours terrassé et toujours renaissant, la collaboration de classes⁵.

Avec le prolongement de la guerre, l'Union sacrée n'apparaît plus aux marxistes que comme une notion de droite qui soutient les valeurs de la bourgeoisie.

Depuis quelques années, les conclusions selon lesquelles la lassitude de la guerre mine l'Union sacrée à partir de 1917 ont été fortement nuancées à l'intérieur des travaux de Stéphane Audoin-Rouzeau et d'Annette Becker. D'une façon générale, en s'inspirant de travaux de George Mosse, leur argument est que malgré la cruauté et la *brutalisation* de la Grande Guerre, la population française a consenti à son sort⁶. Cette thèse revient à dire que la population était massivement derrière la cause de la France, et ce, jusqu'à ce qu'elle parvienne à la victoire. Sous une autre forme, cette idée avait déjà été formulée dans

les années 1960 par l'historien Jacques Droz. Dans un article publié en 1968, il y affirmait que :

[...] il faut bien reconnaître que l'opposition à l'Union sacrée, tardive et hétérogène, n'a pas réussi à ébranler l'esprit de sacrifice de la nation et sa volonté de conserver sa foi dans ses chefs. [...] La nation française avait senti le besoin de faire prévaloir l'idée nationale sur l'esprit de lutte partisane⁷.

L'argument que nous défendons ici suggère précisément qu'il existait, chez les élites politiques et journalistiques, un corollaire aux thèses avancées par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker. Il subsistait, au cours de ces années, une harmonie de vues et un patriotisme parmi les classes politique et journalistique qui doivent nuancer la conclusion tranchée selon laquelle l'Union sacrée se brisa en 1917. Si deux journaux de l'envergure du *Figaro* et de *L'Humanité* ont continué de soutenir avec vigueur la cause de la France au cours des années 1917-1918, il apparaît en effet hasardeux de conclure sans ambages que l'Union sacrée est rompue.

L'image des États-Unis dans *Le Figaro* et *L'Humanité*, 1914-1918

Grâce à la thèse publiée d'Yves-Henri Nouailhat⁸, nous connaissons bien l'état des relations franco-américaines et les perceptions françaises de l'attitude du gouvernement américain d'août 1914 à avril 1917. Avec la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Allemagne, la couverture médiatique sur l'Amérique augmenta de façon significative. Jusqu'alors, le positionnement de la presse française à l'égard des États-Unis avait été ambivalent. À l'amicale représentation du vieil allié au cours des premiers mois de guerre se substitua, à partir de février 1915, une irritation croissante qui, aux dires d'un correspondant journaliste américain basé en France, prit la forme d'un mécontentement et d'une aigreur dans les quotidiens nationaux français⁹. On reprochait notamment deux griefs aux Américains : d'abord, leur attitude mercantile qui les poussait à s'enrichir de la guerre conduite en Europe et, surtout, la neutralité du président Wilson, dont les paroles et agissements étaient interprétés comme faisant la part belle à l'Allemagne. Les foudres des éditoriaux étaient essentiellement dirigées contre le président Wilson, chef effectif de la diplomatie américaine et principal diffuseur du pacifisme américain.

La date du 3 février 1917, jour où les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne, est capitale dans l'articulation de notre argument. Jusqu'à ce moment, l'image des États-Unis, et celle du président Wilson, avaient du plomb dans l'aile dans tous les grands

quotidiens nationaux français, à l'exception de *L'Humanité*. Ce dernier, en accord avec le projet de « Paix sans victoire » proposé par le président Wilson aux nations belligérantes le 22 janvier 1917, ne tarissait pas d'éloges envers les États-Unis avant la date de la rupture des relations germano-américaines. Or, *L'Humanité* opère un revirement d'appréciation en accordant tout son appui au gouvernement américain après que le président Wilson eut expulsé l'ambassadeur allemand Bernstorff, et ce, même après que la Russie tsariste soit tombée sous l'impulsion de la première révolution devant faire triompher l'idéologie marxiste. La tentation aurait été grande pour *L'Humanité* de basculer dans le camp de la paix.

De son côté, *Le Figaro* a maintenu la pression en faveur de l'intervention des États-Unis dans la guerre à partir de cette date. *Le Figaro* soutint désormais vivement la politique américaine. Encore plus intéressant, les éditorialistes et chroniqueurs de ce journal effectuèrent une réflexion strictement à court terme : le spectre de l'intervention américaine dans le conflit se profilant, le quotidien n'évalua que les apports potentiels de la république américaine dans la présente guerre, demeurant muet sur les conséquences futures au niveau politique et diplomatique d'une première ingérence claire des États-Unis dans les affaires européennes¹⁰. Le 5 février 1917, un de ses journalistes écrit même : « C'est la main de l'Europe qui veut être libre dans la main de l'Amérique qui veut rester libre. Contre toutes les tyrannies, au-dessus de l'Océan. Il n'y a plus d'Océan¹¹. » C'est incontestablement le contexte de guerre totale qui rendit possible cette attitude de la droite qui, en temps de paix, aurait été susceptible de se montrer plus hésitante en face d'une rupture de la doctrine de Monroe de la part de l'Amérique¹².

En somme, nous croyons que l'attitude de la presse française envers les États-Unis au cours de la Grande Guerre varia en fonction de l'adéquation entre les déclarations du président Wilson et les intérêts suprêmes de la France. Lorsque les États-Unis tinrent des propos bellicistes, l'image du pays et celle de son président se redorèrent quelque peu dans la presse française. Ainsi en alla-t-il du comportement contraire. Yves-Henri Nouailhat a suggéré à juste titre :

Il ne faut [...] pas trop chercher dans la presse une réflexion approfondie et sereine de l'action et de la politique de Wilson. [...] En outre, le vigoureux courant nationaliste qui traverse le pays et le phénomène de l'union sacrée amènent à tout interpréter en fonction des intérêts français dans la guerre et ne favorisent donc pas les jugements nuancés¹³.

C'est à l'aune de cet état d'esprit qu'il faut comprendre l'attitude de *L'Humanité* et du *Figaro* en 1917-1918, dont nous étudierons la teneur des articles au fil des prochaines lignes.

Une admiration unanime envers le président Wilson

L'image la plus abondamment véhiculée dans les deux quotidiens que nous avons étudiés est probablement une admiration envers le président Wilson. L'heure était à l'euphorie et à l'admiration sans borne. Certes, les raisons qui animaient une telle appréciation du président Wilson étaient différentes dans *L'Humanité* et *Le Figaro*. Chez les socialistes, la guerre était d'abord et avant tout conçue comme un combat pour la justice et le droit, valeurs emblématiques de la République française, qui semblaient trouver en ces temps leur meilleur ambassadeur en la personne de Woodrow Wilson. Libéral, le président Wilson était néanmoins vu comme un des « leurs » : grand pacifiste, il défendait les mêmes orientations que la direction de *L'Humanité*, dans l'héritage de Jaurès. Plus précisément, les socialistes considéraient l'effort de guerre américain comme un pas en avant vers l'établissement d'une nouvelle diplomatie basée sur le respect du droit international plutôt que sur les intérêts égoïstes des États souverains. Pour *L'Humanité*, la phase de la guerre qui s'est entamée avec l'arrivée du concours américain était porteuse de paix. C'est pourquoi, à plusieurs reprises, on souligna avec force la « haute conscience morale¹⁴ » du président Wilson et, en 1918, alors qu'un accord de paix commence à se dessiner, on insista sur les ressemblances entre les personnalités de Wilson et de Jaurès.

À *L'Humanité*, le directeur Pierre Renaudel fut le grand architecte de la vision du journal envers l'Amérique :

[Nous] trouvons avec émotion chez M. Wilson, écrit-il en février 1917, cette « passion légitime pour la justice » qui le fait aussi ferme pour résister à la menace que pour édifier des règles de droit. La France de 1917, ce sera sa vraie gloire, a conservé autant de sérénité que celle de 1914 pour que sa passion de justice, à elle aussi, puisse continuer de lui dicter son devoir, devoir de dignité, devoir d'humanité¹⁵.

Un an plus tard, en réaction au message sur les *14 Points* qu'a adressé le président Wilson au Congrès américain le 8 janvier 1918, P. Renaudel ne dérogea pas à ses postulats :

[...] ce qu'il faut dire dès aujourd'hui, c'est que le nouveau discours de M. Wilson est le point de départ de la paix prochaine ou de la défaite certaine et définitive des empires centraux. [...] L'heure viendra, en effet, où quel que soit l'oripeau d'union sacrée qui couvre les mauvais desseins,

ceux-ci finiront par troubler la conscience des peuples dont les sacrifices s'accumulent¹⁶.

De son côté, *Le Figaro*, plus réaliste dans son approche, était notamment reconnaissant envers Wilson pour les mêmes raisons que serait redevable un entraîneur d'une équipe sportive à un joueur vedette nouvellement acquis. La droite concevait principalement la guerre comme une lutte contre la nation allemande, qui avait injustement agressé la France. Sous la plume de ses éditorialistes, *Le Figaro* laissait paraître une certaine impatience en 1917 de voir les États-Unis intervenir dans le conflit. À partir de février 1917, on peut sentir à la fois un certain soulagement et une manifestation de la conviction que l'on savait que le gouvernement américain, malgré toute l'irritation qu'il avait provoquée par sa neutralité en 1915-1916, était digne de confiance. Plusieurs journalistes du *Figaro*, afin d'augmenter la résonance et la portée du pas que les États-Unis s'apprêtaient à franchir en 1917, insistèrent sur la nature pacifiste de Wilson. Dans cette veine, Polybe écrit :

Roosevelt eût commis le même acte. Ce n'aurait pas été le même acte. Rien de moins surprenant qu'un colonel de *rough riders* qui, l'épée au poing, debout sur ses étriers, se précipite, au premier coup de clairon, dans la mêlée. Un moraliste et un juriste de profession, s'il affronte la bataille, c'est que les mesures sont comblées et que la longanimité en est arrivée au point où elle s'appellerait d'un autre nom. Ainsi la douleur intime qu'a ressentie le président Wilson en prenant sa décision, et dont il ne se défend pas, et ses longs combats contre lui-même ennoblirent encore son acte comme une beauté religieuse¹⁷.

Ces propos de Polybe frappent d'autant plus les esprits que l'on connaît la popularité de l'ancien président Théodore Roosevelt en France pendant la période de neutralité américaine. En effet, Roosevelt, grand partisan de l'intervention des États-Unis, était de loin l'homme politique américain le plus populaire en France dans les premières années de la guerre.

L'admiration pour le président Wilson était également partagée par l'ensemble de la classe politique. Un des grands intérêts de la presse nationale française à cette époque est que dans ses pages sont retranscrits dans leur intégralité les discours et déclarations des hommes politiques. Ainsi, il nous a été possible de constater qu'Alexandre Ribot, chef du gouvernement au moment de l'entrée en guerre des États-Unis, issu de la droite modérée, s'inscrivait dans la même ligne éditoriale que *Le Figaro* lors d'une allocation à la Chambre des députés en avril 1917 :

C'est un fait historique d'une importance sans égale que l'entrée en guerre, avec nous et nos Alliés, de la démocratie la plus pacifique qu'il y ait au

monde. [...] Ce qu'il y a de grandeur et de noblesse dans cette action est encore rehaussé par la simplicité et la sérénité du langage du chef illustre de cette grande démocratie¹⁸.

Dès la première phrase de son discours, les députés, unanimes, se lèvent et se tournent vers la tribune diplomatique où siège l'ambassadeur américain William Sharp. Selon les informations rapportées par *Le Figaro*, la Chambre des députés vibre alors au tumulte des applaudissements et des cris scandant « Vive la République! », « Vive l'Amérique! », « Vive Wilson! »¹⁹. En somme, si l'image des États-Unis fut si positive dans la presse française lors de cette phase de la guerre, et ce, tant à gauche qu'à droite, c'est parce que l'on considérait que les États-Unis avaient concrètement de quoi aider la cause alliée. Les États-Unis, après les effroyables expériences de la Marne, de l'Yser et de Verdun, incarnaient le nouvel espoir qui devait mener la France à la victoire sur l'Allemagne.

Appui moral et aide matérielle à la nation en guerre

Avec l'intervention des États-Unis dans le conflit militaire qui se profila à partir de février 1917 et devint effective deux mois plus tard, l'espoir revint dans l'ensemble de la classe politique et journalistique. Tant dans les pages de *L'Humanité* qu'à l'intérieur de celles du *Figaro*, il semblait y avoir alors une lassitude de la guerre qu'est venue briser l'entrée de l'Amérique dans les hostilités. À court terme, l'intervention américaine fut ainsi vue comme un appui moral aux troupes françaises et à toute la nation mobilisée pour la guerre. En avril 1917, Gabriel Hanotaux se targua même dans les pages du *Figaro* du fait que ce fut la France qui avait le plus contribué à l'entrée en guerre des États-Unis. Dans un texte passionné, il s'exclama :

Au point de vue moral, la guerre a pris, tout à coup, une portée, une grandeur qui la met à sa véritable place dans l'histoire des révolutions humaines. [...] J'ose dire que la France a contribué plus qu'aucune des puissances alliées à déclencher la résolution des États-Unis. La sympathie que leur élite éprouve traditionnellement pour la nation sœur a été un des plus puissants moteurs de l'âme humaine²⁰.

L'Humanité se faisait tout aussi éloquent deux mois plus tôt :

[...] la rupture des relations diplomatiques [...] est pour nous, un puissant réconfort moral. Il ne nous dispense pas de continuer et d'intensifier [...] notre effort. Nous restons convaincus que notre salut dépend, avant tout, de nous-mêmes. Mais la France [...] a senti passer en elle un frisson d'enthousiasme, quand elle a vu la plus grande démocratie du monde affirmer sa foi en cette même cause²¹.

Les hommes politiques et éditorialistes français s'intéressaient également à l'apport matériel d'une intervention américaine. Plusieurs n'ont évidemment pas passé sous silence ce rehaussement des ressources pour les Alliés. Le chef du gouvernement, Alexandre Ribot, fut d'ailleurs particulièrement soulagé d'apprendre l'autorisation du Congrès américain de faire la guerre à l'Allemagne, car la France, au printemps 1917, est au bord de la faillite²². Cette réalité poussa *Le Figaro* à souligner l'importance du concours financier américain et la mise à la disposition de la France de la flotte commerciale américaine. On savait néanmoins que même si les États-Unis se hâtaient, ils ne pourraient concrètement faire la différence sur les champs de bataille que plusieurs mois plus tard, voire au début de 1918. En outre, si le réconfort moral fut l'émotion la plus fortement ressentie en France avec l'arrivée des États-Unis dans le conflit, celui-ci reposait sur l'espoir que ce serait l'aide matérielle de l'Amérique qui permettrait de venir à bout des empires centraux²³.

Désormais en voie d'être épaulée par un nouvel allié, ou plus exactement par un nouvel associé, dont elle admirait le président et dont le pays semblait apporter avec lui en Europe le vent de la victoire, la France ne put, dans l'excitation du moment, qu'exalter les liens historiques et les valeurs communes qui l'unissaient aux États-Unis. Cet élément a constitué le troisième volet d'un discours dont les composantes étaient liées entre elles. Ainsi, une lecture présentiste du passé s'opéra afin de ne faire de place qu'aux chapitres glorieux des relations entre la France et les États-Unis. L'exaltation de l'amitié franco-américaine, présente tant dans la presse de gauche que dans celle de droite, se fit néanmoins sentir davantage dans les articles du *Figaro*, et ce, même dans la quinzaine précédant la rupture diplomatique de février 1917. La France fut d'abord reconnaissante envers les États-Unis d'avoir été solidaires et compatissants avec elle; la présence de ces sentiments en Amérique étant interprétée en fonction des attaches fortes qui liaient ensemble les deux pays. Les hommes politiques et journalistes français firent fréquemment mention des héros nationaux, tel La Fayette, qui avaient jusque-là façonné l'histoire des relations franco-américaines²⁴. À la base de ces manifestations se trouvait notamment la conviction que le peuple américain était résolument profrançais: «La France, écrit l'académicien Pierre Loti, ne sait pas assez quels amis ardents elle compte là-bas, en dehors des sphères officielles, dans le monde où l'on est libre de toute pression politique, chez ces Américains qui ne suivent que l'impulsion de leur propre sens moral, de leur propre cœur généreux²⁵. » Ainsi, dans ce contexte de guerre totale, passé et présent se fondirent dans cette construction mémorielle au service des intérêts de la France.

Conclusion

L'Union sacrée serait donc le ralliement en paroles et en gestes de toutes les forces et ressources du pays à la cause nationale : la victoire. Celle-ci dépassait donc la simple trêve des partis politiques. À l'historiographie qui a conclu que la lassitude de la guerre en 1917-1918 mine l'Union sacrée, nous lui accordons qu'une certaine fatigue morale fut épisodiquement perceptible : l'immense espoir qu'a suscité l'entrée en guerre des États-Unis en témoigne par ricochet. En revanche, comme il est nettement moins sûr que cette lassitude ait jamais emporté l'esprit de sacrifice de la nation française et le patriotisme de ses élites, il semble malaisé de conclure sans équivoque que l'Union sacrée ne fut plus qu'un souvenir à partir de 1917. Si la victoire demeura l'objectif cimentant l'action de tous les groupes politiques et sociaux dans un contexte de guerre totale, alors le renoncement à cet objectif est le seul fait à partir duquel il est possible de conclure à une rupture de l'Union sacrée. Ce renoncement témoignerait de l'expression de faire primer les intérêts spécifiques d'un groupe donné à ceux de la France entière, car union sacrée et notion de sacrifice vont nécessairement de pair.

Notes

1. Ce texte est le modeste résultat d'un travail effectué dans le cadre d'un séminaire de recherche intitulé « L'autre front pendant la Première Guerre mondiale ». Cette activité fut dirigée par le professeur Talbot Imlay à l'Université Laval au cours de l'automne 2005.
2. Cité dans Jean-Jacques Becker, « Unions sacrées et sentiments des responsabilités », dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918 : histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 205.
3. Becker, « Union sacrée et idéologie bourgeoise », *Revue historique*, vol. CCLXIV, n° 1 (1980), p. 72 et « Unions sacrées... », *loc. cit.*, p. 575.
4. Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, p. 40.
5. Becker, « Union sacrée... », *loc. cit.*, p. 65.
6. Présentation des mémoires soutenus sous la direction de M. Rémy Cazals, <http://www.univ-tlse2.fr/histoire/mirehc/Maitrises-DEA/DEA-maitrises.htm> (Page consultée le 20 novembre 2005).
7. Jacques Droz, « Les Forces politiques pendant la Première Guerre mondiale », *Historiens et géographes*, n° 198 (numéro spécial), 1968, p. 846.
8. Yves-Henri Nouailhat, *La France et les États-Unis, août 1914-avril 1917*, Lille, Service de reproduction des thèses, Université de Lille III, 1977.
9. Cité dans *Ibid.*, p. 664-665.
10. Avant l'entrée en guerre des États-Unis, la Première Guerre mondiale est considérée strictement comme une guerre européenne. Le président Wilson évoque d'ailleurs cette raison à plusieurs reprises au cours de la période précédant avril 1917 afin de justifier la neutralité de son pays.
11. Cité dans Edgar Milhaud, « Les États-Unis déclarant la Paix au Monde », *L'Humanité*, 27 février 1917, p. 1.
12. Certes, nous avons constaté au fil de nos recherches qu'en 1918 certaines querelles entre la gauche et la droite mobilisent davantage la plume des éditorialistes de *L'Humanité* et du *Figaro* qu'au cours de l'année précédente. Celles-ci concernent principalement l'organisation de la paix subséquente à la victoire alliée, en l'occurrence le projet wilsonien de Société des Nations basé sur l'idéal kantien d'ordre international; *L'Humanité* lui étant grandement favorable et *Le Figaro* se montrant plus hésitant. Pour expliquer cette situation, nous avancerons l'idée que c'est précisément la croyance que la victoire est à portée de main en 1918 qui permet l'émergence de ce type de dialogue entre la gauche et la droite.
13. *Ibid.*, p. 682.
14. Voir notamment Gabriel Hanotaux, « Le président Wilson et la paix », *Le Figaro*, 15 février 1918, p. 1.
15. Pierre Renaudel, « La passion de justice », *L'Humanité*, 28 février 1917, p. 1.
16. Pierre Renaudel, « Wilson! Jaurès! », *L'Humanité*, 10 janvier 1918, p. 1. Voir aussi Deuzelles, « Le Président des États-Unis répond aux Discours du chancelier Hertling et du comte Czernin », *L'Humanité*, 13 février 1918, p. 1.
17. Polybe, « Pour l'humanité », *Le Figaro*, 5 février 1917, p. 1.
18. Discours de M. Alexandre Ribot, reproduit dans *Le Figaro*, 6 avril 1917, p. 1.
19. « À la Chambre. Une séance historique », *Le Figaro*, 6 avril 1917, p. 1

20. Gabriel Hanotaux, «Ce que pèse l'Amérique», *Le Figaro*, 6 avril 1917, p. 1.
21. Deuzelles, «Au lendemain de la Rupture entre l'Amérique et l'Allemagne», *L'Humanité*, 6 février 1917, p. 3.
22. Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1976, p. 98.
23. A. Fritz-Maurice, «L'aide aux Alliés», *Le Figaro*, 29 mars 1917, p. 1.
24. Discours de M. Alexandre Ribot, *op. cit.*
25. Pierre Loti, «Nos amis d'Amérique», *Le Figaro*, 21 janvier 1917, p. 1.